



Thème 3 – L'Europe des nations (1815-1870)

L'affirmation des nations face à la logique du concert européen.
L'unification allemande et la guerre de 1870.

Sommaire

Mise au point scientifique et problématique générale du thème	2
• Problématique	2
• Axes centraux du thème	3
Enjeux historiographiques	9
• Mise en perspective historiographique du sujet	9
• Un texte d'historien contemporain français et un texte d'historien contemporain allemand	10
Orientations pour la mise en œuvre	12
• Place du thème dans le programme de première Abibac	12
• Comment mettre en œuvre le thème avec les élèves ?	12
• Supports pédagogiques	12
Références bibliographiques et sitographiques	14
• Ouvrages généraux	14
• Ouvrages spécialisés	14

Mise au point scientifique et problématique générale du thème

Par la signature des actes du congrès de Vienne en 1815, le thème s'ouvre avec la fin de la domination napoléonienne et de la diffusion la Révolution française en Europe. L'année 1870 correspond au déclenchement de la guerre des États allemands fédérés derrière la Prusse contre la France, mais également à la remise en cause du système du concert européen des puissances que les historiens allemands désignent par le terme de *Pentarchie*, prélude à son effondrement final en 1914. Au cours de cette période, les mouvements de nationalités se développent, plusieurs États-nations apparaissent sur la carte de l'Europe.

Le XIX^e siècle se lit moins qu'auparavant comme une opposition simple et binaire entre des grandes puissances dirigées par des gouvernements réactionnaires et constituées de populations politisées, convaincues d'un destin commun, désireuses de progrès et de changement, les nations. En effet, le XIX^e siècle européen est l'héritier de deux processus politiques :

- d'une part, les grands États d'Europe poursuivent une modernisation interne et une politique d'équilibre des puissances (le concert européen) amorcées aux XVII^e et XVIII^e siècles ;
- d'autre part, les expériences et bouleversements politiques vécus au cours de la période révolutionnaire et napoléonienne ont une **grande résonance**, dont les aspirations libérales, nationales (et dans une certaine mesure, sociales) sont le fruit¹.

Il importe de montrer, au travers de choix et en évitant toute démarche exhaustive, que ces deux processus entrent en **confrontation** entre 1815 et 1870, entraînant une transformation profonde du découpage territorial et de l'ordre géopolitique de l'Europe continentale.

L'un des axes de mise en œuvre invite à considérer, par l'étude de l'unification allemande, les effets conjugués des expériences révolutionnaires, des prises de conscience nationales et des politiques gouvernementales (au premier rang desquelles celle de la Prusse).

Problématique

L'étude du thème 3 peut être guidée par plusieurs registres de questionnements, que le cadre horaire de l'année de première Abibac ne permettra peut-être pas d'épuiser.

Les bouleversements politiques et territoriaux engendrés par l'affirmation des mouvements nationaux en Europe sont-ils le fruit de révolutions « par le bas » ou « par le haut » ? Comment caractériser le rôle de la France et le poids de la question allemande dans ce mouvement traversant le siècle ?

1. On pourra consulter à ce sujet la [ressource d'accompagnement des programmes nationaux sur le thème 1 de première](#) qui fait le point sur ces notions pour la période 1789-1848.

Axes centraux du thème

L'affirmation des nations face à la logique du concert européen

Le système du concert européen : la recherche d'un équilibre international dans un esprit de réaction

Si l'expression « concert européen » apparaît au début des années 1830 (Metternich), elle désigne une réalité dont les contours se sont dessinés à l'occasion de plusieurs rencontres internationales (traités de Paris et congrès de Vienne, 1814-1815). Elle désigne un ordre international dominé par les quatre grandes puissances victorieuses de Napoléon auxquelles s'ajoute la monarchie qui, en France, succède à l'Empire. Cette entente, matérialisée par des rencontres régulières, est censée préserver l'Europe du retour de grands conflits et, dans une logique d'équilibre des forces (*Gleichgewicht der Kräfte*, ou encore *Balance of Power*), de la constitution d'une puissance hégémonique à l'échelle du continent.

Initialement, le projet porte une volonté de réconciliation entre grandes familles souveraines et nations chrétiennes. Mais sous l'impulsion du chancelier Metternich puis des autres souverains, le système du concert européen est rapidement réaffecté à la défense des monarchies autoritaires et d'une grande partie des fondements de l'Ancien Régime.

Entre 1814 et 1870, l'Europe du concert européen des grandes puissances (en allemand « Pentarchie ») **n'est pas systématiquement tournée contre la France**. Elle ne constitue pas plus une configuration dans laquelle l'entente entre Prusse, Royaume-Uni, Autriche et Russie serait sans faille, la France y jouant à plusieurs reprises un rôle d'arbitre. Enfin, en Europe médiane et centrale, les années qui suivent 1815 et la clôture du congrès de Vienne ne constituent pas un retour à la situation territoriale, politique et sociale antérieure à la Révolution française et aux conquêtes napoléoniennes.

Les nationalités : un mouvement européen protéiforme

Il convient de s'interroger sur les origines et les manifestations du mouvement national en de nombreuses parties du continent européen.

Il est commun – et toujours pertinent – d'identifier, entre la plupart des mouvements nationaux du XIX^e siècle, des caractères proches, et apparus de manière archétypale en Allemagne et en Italie. Le mouvement des nationalités repose sur la prise de conscience, par des populations, d'une culture commune, d'une histoire partagée (glorieuse, assumée ou subie), et de ce qui est souvent mis en avant au XIX^e siècle comme un destin commun.

L'aspiration politique à l'indépendance et l'ouverture démocratique à l'œuvre dans les mouvements nationaux est générée par plusieurs réalités historiques et politiques. L'expérience amère faite par les populations d'Europe de l'administration napoléonienne en est un moteur. Néanmoins, on peut également prendre en compte la politique réactionnaire mise en œuvre par les puissances du concert européen dès l'orée de la décennie 1820 (décrets de Karlsbad en 1819), mais également le discours d'ouverture politique porté par les Lumières bien avant la Révolution française. Enfin, il est possible de mettre le développement des mouvements nationaux européens en regard avec le mouvement des indépendances sur le continent américain.

Les trajectoires nationales de pays comme la France, la Grande-Bretagne et l'Espagne, où la construction nationale est plus ancienne, apparaissent en distinction avec l'idéaltype du mouvement national du XIX^e siècle inspiré par les cas allemand et italien.

De plus, une réflexion sur la différence entre courant national et nationalisme peut être menée. Elle reconnaît dans les mouvements nationaux une part variable de revendication démocratique et de sentiment de fraternité européenne ou, au contraire, de chauvinisme, voire de xénophobie et de racisme. C'est dans ce sens que le français et l'allemand distinguent à l'époque entre différents termes : nation, *Nation*, peuple, *Volk* et, dans une moindre mesure, *Pöbel*.

À l'échelle européenne, la chronologie des événements relevant des mouvements nationaux est à appréhender sous la forme d'un *continuum*, propre à relativiser le rôle de la France comme « locomotive qui mène les peuples à la liberté » (Alexandre Dumas).

Dès avant la tenue du congrès de Vienne (guerres de libération napoléoniennes) et jusqu'à la fin des années 1860, l'Europe est le théâtre de revendications nationales. La décennie 1820-1832 constitue un moment important dans cette histoire, avec la mise en place informelle d'une « internationale libérale » (Jean-Claude Caron), les indépendances de la Belgique et de la Grèce et la vague révolutionnaire de 1830, malgré l'échec de la plupart des mouvements.

Le Printemps des peuples est un événement complexe. Il apparaît comme une vague de contestation tournée contre les gouvernements autoritaires du concert européen et de la Sainte-Alliance, une résurgence des idées révolutionnaires portées par la France avant Napoléon, un espoir romantique et populaire de démocratie, désenchanté face au réalisme des bourgeoisies et des élites au pouvoir.

La décennie 1860 (1859-1871) est marquée par l'aboutissement de deux unifications nationales, celles de l'Italie et de l'Allemagne. Les sociétés civiles mues par des aspirations nationales et libérales n'en sont pas les seules artisanes, les politiques menées par les grandes puissances y ont également joué un rôle, affaiblissant fortement le système du concert européen.

Tentative de bilan

Au cours de la période étudiée, **plusieurs États nationaux sont apparus sur la carte de l'Europe**, par prise d'indépendance et/ou par unification. L'année 1870 clôt l'étude du thème 3, alors que **les revendications nationales sont encore nombreuses en Europe**, particulièrement (mais pas uniquement) dans l'Empire austro-hongrois et l'Empire ottoman. Elles constituent d'ailleurs une clé de compréhension du déclenchement de la Première Guerre mondiale. Il en va de même de l'effacement progressif de l'ordre international du concert européen et de la *Pentarchie* sous les coups successifs qu'ont constitué la guerre de Crimée (1853-1856), la rivalité austro-prussienne en Allemagne, et le jeu d'influence hésitant de la France dans l'émancipation nationale italienne.

Quels ont été les facteurs de réussite des émancipations nationales ? L'historiographie des « romans nationaux » a insisté sur le rôle joué par les peuples dans leurs propres émancipations nationales. Elle a fourni de l'histoire du XIX^e siècle une lecture téléologique, marquée par une marche inéluctable des mouvements nationaux, dont les sociétés civiles étaient les seuls protagonistes, vers leurs succès (créations des États-nations).

Il convient de reconsidérer le rôle que les gouvernements de la Pentarchie ont eux-mêmes joué dans l'aboutissement des causes nationales. Unités et prises d'indépendances n'ont, en général, été acquises que par l'entremise des puissances agissant les unes contre les autres au gré de leurs intérêts propres. Par réalisme politique, elles ont finalement été portées par des dynasties en place (Allemagne, Italie).

L'unification de l'Allemagne (1815-1870) et la guerre de 1870

Quelle est la part du mouvement national dans le processus d'unification allemand ? Et celle du sentiment anti-français ? Quel est le rapport de forces ou d'équilibre trouvé au sein de la nouvelle communauté des États et des régions allemands ?

L'expérience napoléonienne, l'incubateur du sentiment national allemand
Le processus d'unification des territoires allemands a commencé avant 1815. La domination napoléonienne en a jeté les bases, les décisions prises au congrès de Vienne en ont entretenu la dynamique.

Au moyen d'une campagne de communication guidée par les gouvernements d'Autriche et de Prusse, les élites et les populations des territoires allemands nourrissent un sentiment commun de haine à l'égard de la puissance occupante. Il est opportun pour cette situation d'essayer de distinguer la part des haines anti-napoléonienne, anti-révolutionnaire et anti-française.

Plusieurs remarques s'imposent. Tout d'abord, les premières manifestations de l'éveil national allemand sont antérieures à la Révolution française (Herder met en avant le *Volksggeist* dès 1769). De plus, il est possible que l'opposition du sentiment national allemand à la France se décline en plusieurs variantes d'intensité : haine contre Napoléon et sa politique, haine contre les réalisations révolutionnaires, haine contre les soldats français cantonnés sur les territoires allemands...

L'exaspération vis-à-vis de l'occupation et de la politique napoléonienne est partagée en de nombreux territoires allemands. Mais le sentiment des opinions allemandes vis-à-vis des Français ou plutôt des réalisations révolutionnaires est géographiquement plus différencié. Il entraîne même le gouvernement prussien sur la voie de réformes sociales structurelles.

En 1815, le congrès de Vienne ne restaure pas le découpage des territoires allemands antérieur aux conquêtes révolutionnaires et napoléoniennes. Dans une certaine mesure, les grandes puissances s'en inspirent et pérennisent une simplification territoriale de l'Allemagne introduite par Napoléon.

L'annexion par la France des territoires de la rive gauche du Rhin, le remplacement du Saint Empire romain germanique par la Confédération du Rhin et la réorganisation des royaumes et duchés du sud de l'Allemagne avaient constitué une simplification du découpage territorial allemand. Après la chute de Bonaparte, le découpage territorial napoléonien n'est pas entièrement remanié.

Paradoxalement, Napoléon a rénové le fonctionnement confédéral des États allemands. En supprimant le Saint Empire, dont l'effectivité réelle était devenue très limitée, il ouvre la voie à la fondation de la Confédération germanique. Cette organisation contribue *de facto* à l'intégration politique allemande en créant un cadre commun et de nouveaux objectifs, une nouvelle structure de gouvernement,

astreignant les États confédérés au respect de conditions nouvelles et à des rencontres régulières. En ces premières années, elle est dominée par la figure du chancelier autrichien Klemens Wenzel von Metternich.

Enfin, les grandes délégations présentes au congrès de Vienne conviennent de l'expansion du royaume de Prusse sur la rive gauche du Rhin. C'est la logique d'équilibre des puissances qui les encourage à prendre cette décision. En effet, à l'Est, il s'agissait de redistribuer les territoires bouleversés par la politique napoléonienne sans permettre une trop grande expansion de la Russie et de la Prusse, éventualité inquiétante pour l'Autriche et le Royaume-Uni. À l'Ouest, il s'agissait de régler la question des territoires allemands dont les petits États avaient été supprimés par le traité de Lunéville (1801), tout en imposant à la France le voisinage d'une puissance capable de la dissuader de toute tentative d'expansion. Ainsi, l'intégration des territoires allemands profite au royaume de Prusse qui, au prix d'un morcellement territorial, déplace son centre de gravité vers l'Ouest.

D'ailleurs, **au lendemain des guerres de libération et des réorganisations territoriales de 1814 et 1815, c'est la politique menée par la Prusse en ses territoires élargis qui contribue à l'intégration politique de l'Allemagne** (modernisation administrative et fiscale, réforme militaire, mesures réactionnaires).

Vormärz et « printemps allemand des peuples » (1815-1849) : trois décennies d'agitations révolutionnaires et nationales protéiformes en Allemagne.

Les revendications d'unification nationale ne sont pas les seules à l'œuvre dans l'Allemagne de cette époque. Il existe également un courant libéral, constitutionnel, parfois démocratique, relativement puissant au sein de la jeunesse lettrée. Les revendications sociales et ouvrières existent également dans les territoires allemands à cette époque, et se manifestent par des révoltes (celle des tisserands de Silésie en 1844, par exemple).

Entre 1815 et 1849, plusieurs vagues d'agitation révolutionnaire et nationale ont lieu. Les années 1820 constituent une décennie de troubles diffus, auxquels succède l'épisode de 1830-1832, encouragé par la révolution des Trois Glorieuses en France et clos par le *Hambacher Fest*. La révolution de 1848-1849 est une tentative inédite en Allemagne de réaliser union territoriale et institutionnelle.

Au cours de ces décennies, le mouvement national fait face à une réaction autoritaire du concert européen. Les gouvernements allemands signataires des actes du congrès de Vienne, du traité de la Sainte-Alliance et membres de la Confédération germanique sont par exemple à l'origine des décrets de Karlsbad (1819) et de l'exil de personnalités appelées à une grande postérité (Karl Marx, Heinrich Hoffmann von Fallersleben...). Cette réaction nourrit ainsi une partie des courants migratoires à destination du continent américain.

La Prusse a joué un rôle particulier et non exempt d'une certaine duplicité dans le déroulement du Printemps des peuples en Allemagne. À Berlin, la révolution s'amorce en février 1848 dans une atmosphère de relative confiance envers le roi Frédéric-Guillaume, dont les postures et les annonces au cours des années précédentes suggèrent un certain progressisme (en décembre 1848, il octroie d'ailleurs une constitution à la Prusse). Néanmoins, quelques mois plus tard, le Hohenzollern refuse la couronne impériale d'Allemagne que la députation du Parlement de Francfort lui apporte (mars 1849), au motif qu'elle est entachée de la souillure révolutionnaire. Il

aurait souhaité que cette couronne lui soit proposée par les gouvernements en place. Finalement, l'armée prussienne est affectée à la répression du Printemps des peuples à Berlin, mais également auprès des souverains du Sud (Dresde, en Bavière et dans le Bade).

On peut émettre quelques remarques interprétatives sur ces événements. Plusieurs sensibilités et projets politiques connotent ces mouvements. L'élan national n'en est qu'une composante. La place des revendications libérales et de la fraternité européenne est grande. L'importance de la France comme facteur de déclenchement ou d'échec de ces mouvements est certaine, et plus grande qu'ailleurs en Europe.

Dans l'Allemagne de cette époque, la France influence doublement les tentatives révolutionnaires. Dans les territoires rhénans et occidentaux, la Révolution et l'Empire n'ont pas laissé que des mauvais souvenirs, et l'annonce de la révolution de juillet 1830 y déclenche des soulèvements. En revanche, le gouvernement prussien agite le souvenir de l'occupation napoléonienne comme un épouvantail pour dissuader les petits États de concéder des avancées trop libérales et, à l'occasion, pour réactiver leur soutien diplomatique à la Prusse.

Néanmoins, l'influence de la France dans les événements révolutionnaires de 1848-1849 est plus limitée. D'une part, les premiers soulèvements en Europe ont lieu en Italie du Nord. D'autre part, le positionnement international de Napoléon III fait rapidement perdre aux forces progressistes et révolutionnaires allemandes l'espoir d'un soutien de la France.

Années 1851-1870 : l'unification allemande assumée par le pouvoir prussien. **Dans la dernière partie de la période enseignée (années 1850 et 1860), l'unification de l'Allemagne est conduite par la Prusse.** Certes, elle est encore en lien avec le mouvement national allemand du *Vormärz* et du Printemps des peuples, bien que ses protagonistes aient été réprimés ou poussés à émigrer (6 % de la population du Bade part aux États-Unis après 1849). Néanmoins, l'unification de l'Allemagne à cette époque doit être regardée comme le résultat des efforts du roi Guillaume et surtout d'Otto von Bismarck pour imposer, dans une rivalité croissante avec l'Autriche, l'hégémonie de la Prusse du Rhin à la mer du Nord.

Le gouvernement prussien poursuit une politique d'intégration économique en Allemagne, introduite par la création du *Zollverein* en 1833. Au cours des années 1850, l'extension de l'union douanière puis monétaire consolide le débouché des industries prussiennes dans le reste de l'Allemagne et provoque l'éviction progressive de l'Autriche de cet espace économique.

Au cours des années 1860, malgré la vigueur du sentiment national, et malgré l'existence d'un courant libéral bien implanté jusque dans la chambre des députés de Prusse, les moyens et mesures mises en place par Bismarck et Guillaume suscitent une large réprobation. Par le truchement d'un vide constitutionnel, Bismarck gouverne sans la confiance des députés de 1860 à 1866. Il supervise l'invasion du Holstein et la guerre contre l'Autriche en 1866, remportée à la suite de la bataille de Sadowa/Königgrätz.

La guerre austro-prussienne de 1866 permet ainsi à la Prusse et Bismarck d'évincer définitivement l'Autriche du processus d'unification allemande, enterrant pour longtemps l'éventualité d'une *Grossdeutschland*. Elle lui permet au passage d'annexer quelques principautés restées alliées de l'Autriche qui est désormais incapable de

les aider (Hanovre, Nassau, Hesse-Darmstadt...). La voie d'une union politique de l'Allemagne sous l'égide de la Prusse n'a d'ailleurs été clairement tracée qu'à partir de 1867 par la fondation décisive de la Confédération de l'Allemagne du Nord (*Norddeutscher Bund*), dont les institutions et le fonctionnement sont largement repris lors de la création de l'Empire allemand (*Deutsches Reich*) à Versailles en janvier 1871.

L'importance historique de la guerre de 1870 contre la France doit être évaluée à l'aune de l'unité allemande. La déclaration de guerre par Napoléon III réactive des éléments devenus topiques du sentiment national allemand : la revendication d'un État-nation de culture allemande, dont les frontières occidentales se portent jusqu'à la Moselle, et la menace toujours vive d'une invasion française. Elle permet à Bismarck de rallier, sous la contrainte de ce qui est présenté comme une agression française, les principautés du Sud au projet confédéral porté par la Prusse. En somme, elle consolide une coopération militaire déjà expérimentée auparavant entre la Prusse et les États du Sud, et convainc les souverains de ces derniers d'une nécessité : se préserver, grâce à l'unification de l'Allemagne, d'une revanche française. Du côté français, il n'y a pas une mais trois guerres de 1870-71 : une guerre impériale, une guerre nationale et une guerre civile. Les buts de guerre de Bismarck sont portés par l'unité allemande. Il n'a ni l'intention de détruire l'armée française ni d'abattre le régime impérial, mais bien d'éliminer un dernier obstacle à l'unité.

Enjeux historiographiques

Mise en perspective historiographique du sujet

Le xix^{e} siècle est appréhendé depuis longtemps comme la période à laquelle le sentiment national apparaît ou se diffuse dans les opinions publiques du continent européen, aboutissant à la naissance d'États-nations par prise d'indépendance et/ou unification. Ainsi, la nation apparaît comme l'élément moteur des grands changements politiques au xix^{e} siècle.

L'historiographie récente affine cette représentation par au moins trois points de vue :

- en filigrane du mouvement des nationalités, c'est également l'Europe qui apparaît comme un projet politique. Ce dernier est à plusieurs reprises porté par les protagonistes du mouvement national (discours de fraternité entre nations européennes, circulation internationale des idées et des acteurs). Il est également porté par les membres de la Pentarchie. En effet, le système du concert européen n'est-il pas une tentative de coordonner les objectifs et les politiques des gouvernements réactionnaires à l'échelle du continent ? Il est intéressant de signaler la quasi-simultanéité de l'apparition de l'Europe comme un horizon politique avec l'invention en tant qu'ensemble géographique de l'Europe, son apparition dans l'imaginaire collectif. On se référera aux apports de Christian Grataloup à la géohistoire et à la métagéographie ;
- la vision historiographique, héritée du « roman national », voit dans l'apparition des États-nations le succès inéluctable de la mobilisation des peuples. La vision plus récente reconsidère le rôle décisif et parfois même moteur que les gouvernements et les élites dirigeantes ont joué dans l'accomplissement des unités nationales ;
- enfin, le développement de l'histoire globale nous amène à reconsidérer l'idée d'une France longtemps perçue comme « locomotive qui mène l'Europe à la révolution » (Alexandre Dumas, septembre 1849). En effet, l'attention est nouvellement portée sur la capacité des révolutions et indépendances américaines (États-Unis et anciennes colonies d'Amérique latine) à inspirer les nations européennes. On peut presque voir dans cette tendance historiographique une réminiscence de l'idée de « révolution atlantique » portée par Jacques Godechot pour la fin du xviii^{e} siècle.

Un texte d'historien contemporain français et un texte d'historien contemporain allemand

Qui a fait apparaître les États-nations : les États ou les nations ? Jürgen Osterhammel, *Die Verwandlung der Welt. Eine Geschichte des 19. Jahrhunderts*, Munich, C.H. Beck Verlag, 5^e édition, 2010.

„Reiche sind eine gesamteurasische Erscheinung von hohem und Alter, im 3. Jahrtausend v. Chr. entstanden, und daher mit einer Fülle von Sinnkonstruktionen aus zahlreichen unterschiedlichen kulturellen Zusammenhängen befrachtet. Nationalstaaten hingegen sind eine relativ junge Erfindung Westeuropas, ein Phänomen, dessen Entstehung man im 19. Jahrhundert gleichsam unter Laborbedingungen beobachten kann. Dennoch hat es sich als schwierig erwiesen, einen «Nationalstaat» zu definieren. [...]

Der Zusammenhang zwischen Nation und Staat ist nicht leicht zu fassen. Hagen Schulze² hat dargelegt, wie in Europa zuerst der «moderne Staat» auf den Plan tritt, wie sich in einer zweiten Phase «Staatsnationen» und dann «Volksnationen» herausbilden oder sich selbst als solche definieren und wie erst in der Zeit nach der Französischen Revolution ein gesellschaftlich breit fundierter Nationalismus – Schulze sagt «Massennationalismus» – das Formgehäuse des Staates annektiert. [...]

Wolfgang Reinhard gab der Diskussion um den historischen Ort des Nationalstaates eine andere Wendung, indem er [...] formulierte: «Die Nation war die abhängige, die Staatsgewalt aber die unabhängige Variable der historischen Entwicklung.»³ Demnach wäre der Nationalstaat, den auch Reinhard erst im 19. Jahrhundert erkennen kann, nicht das nahezu unvermeidliche Resultat einer massenhaften Bewusstseinsbildung und Identitätsformierung «von unten», sondern das Produkt eines konzentrierenden Machtwillens «von oben». Der Nationalstaat ist in diesem Verständnis nicht die staatliche Hülle einer gegebenen Nation. Er ist ein «Projekt» von Staatsapparaten und machthabenden Eliten, aber auch, wie man ergänzen müsste, von revolutionären oder antikolonialen Gegeneliten. [...]

Wo sind nun die Nationalstaaten, die angeblich die Signatur des 19. Jahrhunderts ausmachen? Ein Blick auf die Weltkarte zeigt eher Imperien als solche Nationalstaaten. [...]

Wenn auch das 19. Jahrhundert kein «Zeitalter der Nationalstaaten» war, [...] war das 19. Jahrhundert eine Zeit der Bildung von Nationalstaaten: Trotz mancher spektakulärer Gründungsakte waren dies stets längere Prozesse, und es ist nicht immer leicht anzugeben, [...] wann ein bestimmtes territorial organisiertes Gemeinwesen innerhalb meist evolutionär verlaufender Wandlungen einen Grad der strukturellen Integration und homogenisierenden Bewusstseinsbildung erreicht hat, der es von seinem früheren Zustand (als Fürstenstaat, Imperium, alteuropäische Stadtrepublik, Kolonie usw.) qualitativ deutlich verschieden macht. Allein schon wann Frankreich, ein Land, das als Musterfall der Nationalstaatsbildung gilt, ein solcher wurde, ist nicht einfach zu beantworten. Bereits mit der Revolution von 1789 und ihrer nationalen Rhetorik und Gesetzgebung? Oder mit Napoleons zentralisierenden Reformen? Oder im Zuge einer sich über Jahrzehnte hinweg vollziehenden Verwandlung „von Bauern in Franzosen“⁴[...]?”

2. Hagen SCHULZE, *Staat und Nation in der europäischen Geschichte*, München C.H. Beck Verlag, 1994.

3. Wolfgang REINHARD, *Geschichte der Staatsgewalt. Eine vergleichende Verfassungsgeschichte Europas von den Anfängen bis zur Gegenwart*, München, C.H. Beck Verlag, 1999, S. 443.

4. Eugen WEBER, *Peasants into Frenchmen*, Stanford University Press, 1976.

Les origines géographiques des aspirations libérales européenne sont américaines. L'apparition du mouvement national allemand fait figure d'archétype. Pascal Ory, *Qu'est-ce qu'une nation ?*, Paris, Gallimard « NRF », 2020.

« *Contagion de la liberté* [...] La vision communément admise ou, du moins, répétée suivant laquelle ce mouvement partirait d'Europe pour se généraliser au monde au siècle suivant est, dans son détail, inexacte : c'est d'Amérique que tout est parti, en 1776, et c'est encore sur ce même continent qu'a lieu la deuxième indépendance moderne, assez généralement oubliée, celle d'Haïti proclamée sur l'autel de la Patrie, aux Gonaïves, le 1^{er} janvier 1804. C'est encore en Amérique qu'à partir de 1810 se met en branle le vaste mouvement qui conduirait, en moins de vingt ans, à l'émancipation de la plupart des territoires coloniaux au sud des États-Unis [...].

Un modèle standard ?

Le modèle standard de nationalisation fonde un travail d'émancipation collective. Il passe en effet par un volontarisme culturel qui produit des effets politiques dès lors qu'il combine un projet identitaire (nous sommes un *ethnos*, et nous allons le prouver) et un projet démocratique (nous sommes un *demos*, et nous allons prendre le pouvoir). Sous cet angle et avec le recul, le cheminement allemand reste ce qu'il était à la fin du XIX^e siècle non seulement, bien entendu aux yeux des patriotes allemands mais aussi à ceux de beaucoup d'activistes nationaux à travers le monde [...] : exemplaire. Là où le Royaume-Uni et la France mais aussi les États-Unis bâtissaient leur État de souveraineté populaire à partir d'une identité politique claire, le mouvement national allemand avait d'abord à configurer l'espace et le contenu de son identité culturelle [...].

La pensée de l'identité culturelle collective trouva ainsi en Johann Gottfried Herder son premier grand idéologue, tout comme le patriotisme de chaire trouva en Johann Gottlieb Fichte son professeur fêté, ou encore la science du peuple (*Volkskunde*) ses premiers héros, en effet populaires, en la personne de Jacob et Wilhelm Grimm. Se réclamant des Lumières françaises, mais pour mieux en critiquer l'universalisme au nom de la diversité de "l'esprit national" (*Nationalgeist*) – homologue du *Zeitgeist*, notion qu'il avait définie en 1769 – Herder [...] ouvrit la voie à toute une pensée romantique qui, elle, [...] n'hésita pas à parler de *Volkgeist*. Son grand apport, dans un premier temps, tint à l'importance qu'il accordait à la langue [...] comme trésor de l'âme de la communauté, et dans la sympathie qu'il exprima pour les formes littéraires et lyriques populaires (*Volkslieder*, *Volkspoesie*...). À l'exception de l'*intelligentsia* française, qui le méconnaîtra toujours, il marque d'une forte empreinte les élites d'Europe centrale et orientale, lui qui s'était éploré devant toutes ces "nations laissées à l'abandon et non décrites". »

Orientations pour la mise en œuvre

Place du thème dans le programme de première Abibac

Les programmes scolaires du cycle 4 accordent, en classe de **quatrième**, une place à l'enseignement de ce thème dans le cadre d'une partie intitulée « L'Europe et le monde au XIX^e siècle ». Les élèves explorent l'histoire du mouvement des nationalités en se concentrant sur l'année 1848, l'étude pouvant notamment s'appuyer sur les exemples de l'Allemagne ou de l'Italie.

L'étude consacrée à l'Europe des nations partage des contenus et des problématiques avec les thèmes 1, 4 et 5 du programme d'histoire de **première Abibac**. Plusieurs possibilités s'offrent à l'enseignant pour répartir et mettre en œuvre l'étude de points tels que l'ordre international apparu ou renforcé au congrès de Vienne (concert européen), l'apparition du sentiment national allemand, les expériences révolutionnaires de 1830 et 1848 en Europe, et la relation complexe qui se dessine entre Français et Allemands.

Ainsi, selon les choix opérés, on consacrerà à ce thème une amplitude horaire variable de 8 à 12 heures.

Comment mettre en œuvre le thème avec les élèves ?

S'inspirant du programme national, il est possible de structurer l'étude de ce thème en trois dimensions, et de les agencer dans des ordres divers au fil de la séquence : étude générale (Europe), étude spécifique (unification de l'Allemagne), étude de cas (guerre de 1870 et relations franco-allemandes).

Le thème permet aux élèves de s'interroger sur **le sentiment d'appartenance nationale** en tant que caractère d'identité politique. Qu'est-ce qu'une nation ? Qu'est-ce qu'être allemand ? Qu'est-ce qu'être français ? Sommes-nous européens ?

Il est également possible de considérer **la complexité des relations franco-allemandes** et de l'hostilité franco-allemande qui se développe au XIX^e siècle. À plusieurs reprises au cours de la période étudiée, les gouvernements et le personnel politique construisent, mettent en scène et instrumentalisent l'opposition entre France et Allemagne pour réaliser leurs projets politiques (réaction, restauration ou politique hégémonique). L'idée d'une hostilité héréditaire mutuelle entre Français et Allemands se répand dans l'opinion.

On peut enfin questionner **la portée des changements politiques vécus par l'Europe** entre 1815 et 1870. Dans quelle mesure le découpage territorial apparu au terme de la période et le déclin du concert européen des puissances face à l'affirmation des nationalismes constituent-ils une des origines des conflits mondiaux du XX^e siècle ?

Supports pédagogiques

Poésie et sentiment national allemand

Trois célèbres poèmes donnent un aperçu des différentes conceptions du sentiment national allemand et des projets politiques qui lui sont associés dans la première moitié du XIX^e siècle (l'unité, la liberté, la guerre contre la France, les luttes sociales) :

Références bibliographiques et sitographiques

Ouvrages généraux

- Christopher Bayly, *La naissance du monde moderne (1780-1914)*, Paris, Éditions de l'Atelier/Monde diplomatique, 2007.
- Jürgen Osterhammel, *La transformation du monde. Une histoire globale du XIX^e siècle*, Paris, Nouveau Monde Edition, 2017.
- Pierre Singaravélou et Sylvain Venayre (dir.), *Histoire du monde au XIX^e siècle*. Paris, Fayard, 2017.

Ouvrages spécialisés

Le concert européen des puissances

- Jean-Claude Caron et Jean-Philippe Luis, *Rien appris, rien oublié ? Les Restaurations dans l'Europe postnapoléonienne (1814-1830)*, Rennes, PUR, 2015.
- Sébastien Hallade, *La France et l'Europe au XIX^e siècle*. Paris, Ellipses, 2015.
- Michel Kerautret, « Quelques réflexions sur l'historiographie française du Congrès de Vienne », *Napoleonica. La Revue*, n° 22, septembre 2015 [[en ligne](#)].
- Thierry Lentz, *Le congrès de Vienne. Une refondation de l'Europe*. Paris, Perrin, 2013.
- Jacques-Alain de Sedouy, *Le concert européen. Aux origines de l'Europe (1814-1914)*, Paris, Fayard, 2009.

Les nations

- Patrick Cabanel, *La question nationale au XIX^e siècle*, Paris, Complexe « Repères », 1997.
- Pascal Ory, *Qu'est-ce qu'une nation ?*, Paris, Gallimard « NRF », 2020.

L'Europe

- Sylvie Aprile, Jean-Claude Caron, Emmanuel Fureix (dir.), *La liberté guidant les peuples. Les révolutions de 1830 en Europe*. Paris, Champ Vallon « Époques », 2013.
- Sylvie Aprile, Cristina Cassina, Philippe Darriulat et René Leboutte (dir.), *Europe de papier. Projets européens au XIX^e siècle*. Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion « Histoire et civilisations », 2015.
- Christian Grataloup, *L'invention des continents : comment l'Europe a découpé le monde*, Paris, Larousse, 2009.

L'Allemagne

- Michel Kerautret, *Histoire de la Prusse*, Paris, Seuil « Points », 2005.
- Johann Chapoutot, *Histoire de l'Allemagne (1806 à nos jours)*, Paris, PUF coll. « Que Sais-je ? », 2014.

La France

- Mathilde Benoistel, Sylvie Le Ray-Burimi, Christophe Pommier (dir.), *France-Allemagne(s) 1870-1871. La guerre, la commune, les mémoires*. Paris, Gallimard/Musée de l'Armée, 2017.